

*Cette convention est à signer en trois exemplaires originaux. Chaque signataire gardera un exemplaire original signé de tous.*

**CONVENTION DE COOPERATION (1er degré)**

En application :

- le code de l’éducation et en particulier les articles L351-1, L351-1-1 et le dernier alinéa de l’article D351-10-3 régissant le dispositif objet de la présente convention, et également les articles L411-1 et D411-1 et suivants, L112-1 et suivants, L351-1 et suivants, D351 -1 à R352-1, D112-1 et suivants et L911-4,

- le code civil, en ses articles 1240 et suivants,

- loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l’action sociale et médico-sociale

- loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l’égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

- loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 modifiée d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République

- décret n°89-122 du 24 février 1989 relatif aux directeurs d'école,

- décret n° 2014-1485 du 11 décembre 2014 relatif à la scolarisation des élèves en situation de handicap.

- circulaire n° 2016-117 du 8 août 2016 relatif au parcours de formation des élèves en situation de handicap dans les établissements scolaires et la mise en œuvre du projet personnalisé de scolarisation (cf annexes à la circulaire)

- arrêtés du 6 février 2015 relatifs au guide d'évaluation des besoins de compensation en matière de scolarisation (GEVA-Sco) et au document national formalisant le projet personnalisé de scolarisation ;

Cette convention est établie entre, d’une part l'Etat :

- l'Etat, ministère de l’éducation nationale, académie de Toulouse, circonscription de la Haute-Garonne, représenté par Monsieur Mathieu SIEYE, DASEN de Haute Garonne, par délégation de M. le Recteur de l’académie de Toulouse,

sis 75, rue Saint Roch – 31077 Toulouse cedex 4

et d’autre part :

- le représentant de l’organisme gestionnaire ou le représentant du service ou de l’établissement médico-social

ci-après désigné

sis adresse

représenté par Mme / M.

Conformément :

* à l’article D312-10-10 du code de l’action sociale et des familles (CASF), les professionnels non enseignants de l’établissement ou du service médico-social contribuent étroitement à la mise en œuvre du projet personnalisé de scolarisation des élèves (PPS), aux fins d’apporter, par la diversité de leurs compétences, l’accompagnement indispensable permettant de répondre de façon appropriée aux besoins de l’enfant, de l’adolescent ou du jeune adulte en situation scolaire.

Pour ce faire, le suivi de l’enfant, de l’adolescent ou du jeune adulte au sein des écoles et des établissements scolaires est assuré par ces personnels, selon leurs disponibilités et leurs compétences.

* à l’article D. 312-10-3 (du CASF) Un Projet Individualisé d’Accompagnement (PIA) ou un Projet Personnalisé d’Accompagnement pour les ITEP (PPA) est conçu et mis en œuvre sous la responsabilité du directeur du service ou de l’établissement, en cohérence avec le Plan Personnalisé de Compensation (PPC) de chacun des enfants, adolescents ou jeune adulte accueilli dans l’institution.

Dans ce cadre, un volet scolaire est établi dont les modalités d’application sont déterminées par le Projet Personnalisé de Scolarisation (PPS). Il assure la cohérence d'ensemble du parcours scolaire de l'élève handicapé et définit les modalités de déroulement de la scolarité et les actions pédagogiques, psychologiques, éducatives, sociales, médicales et paramédicales répondant aux besoins particuliers des élèves présentant un handicap (Article D 351-5 du Code de l’éducation).

La convention de coopération stipule :

**Article 1** : L’objet de la convention est le suivant : conformément à l’article L. 351-1-1 et au dernier alinéa de l’article D351-10-3 du code de l’éducation, la présente convention précise les modalités pratiques des interventions des professionnels et les moyens disponibles mis en œuvre par l’établissement ou service spécialisé au sein de l’établissement scolaire pour la mise en œuvre du projet personnalisé de scolarisation (PPS) du ou des élèves orientés vers l’établissement ou le service et scolarisés dans l’établissement scolaire (Voir liste des élèves en annexe 1).

**Article 2** : Cadre de la mise en œuvre de la coopération

Les interventions des professionnels concourent à la mise en œuvre du PPS à la suite de la décision d’orientation de la CDAPH.

**Article 3** : Accompagnement de l’élève

Pendant les temps d’accompagnement médico-social par les professionnels de l’établissement ou du service, l’élève est sous la responsabilité de l’établissement ou du service.

L’emploi du temps et les modalités de transport de l’élève sont précisés dans l’annexe 2.

## Sur l’annexe 3 seront précisés les noms et qualités des intervenants du service ou de l’établissement médico-social.

**Article 4 :** Principe de concertation

Les démarches et méthodes pédagogiques adaptées aux potentialités et aux capacités cognitives des élèves sont sous la responsabilité pédagogique du professeur de la classe. Elles bénéficient des éclairages apportés par les autres professionnels de l'établissement scolaire d’une part ou de l'établissement ou du service médico-social d’autre part (Art.D. 312-10-7 du CASF).

**Article 5** : Suivi du PPS

L’enseignant référent est chargé de réunir l’équipe de suivi de la scolarisation pour chacun des élèves en situation de handicap dont il a la charge. Il favorise la continuité et la cohérence de la mise en œuvre du PPS.

La mise en œuvre du volet scolaire du PPS donne lieu à un suivi, en tant que de besoin, mais au moins une fois par an, par l’équipe de suivi de la scolarisation, réunie par l’enseignant référent si possible dans le lieu de scolarisation de l’élève.

En tant que de besoin, mais au moins une fois par an, l’enseignant référent pour la scolarisation des élèves en situation de handicap fait parvenir à l’équipe pluridisciplinaire de la MDPH les informations relatives à la mise en œuvre du volet scolaire du PPS en précisant :

* les relevés d’informations sur les compétences et les besoins de l’élève scolarisé
* les éventuelles propositions de modifications ou de réorientations formulées en conclusion de l’équipe de suivi de la scolarisation.

**Article 6** : Intervention des professionnels de l’établissement ou du service dans l’établissement scolaire

Les professionnels de l’établissement ou du service sont autorisés à se rendre dans l’établissement scolaire,

* pour y assurer une intervention éducative ou thérapeutique **auprès** de l’élève ;

## pour rencontrer l’équipe pédagogique ;

* pour participer à une réunion de l’équipe de suivi de la scolarisation.

L’établissement ou le service s’engage à vérifier l’honorabilité des professionnels qui assurent les interventions dans l’établissement scolaire.

Les effectifs et la qualité de ces personnels figurent sur l’annexe de la présente convention. Le directeur de l’établissement ou du service s’engage à signaler au directeur d’école toute modification de cette liste qui fera l’objet d’un avenant annuel.

En application de l’articles L411-1 du code de l’éducation, l’activité qui se déroule dans l’établissement scolaire est placée sous l’autorité du directeur d’école. Ce dernier peut décider d’interdire l’accès des locaux des professionnels, en cas d’urgence ou de difficultés graves.

**Article 7** : Assurance

## Le directeur d’école organise l’organisation de la surveillance du ou des élèves bénéficiant de l’accompagnement prévu par la présente convention, conformément aux règles de droit commun citées en référence.

## Dans ce cadre, l’élève bénéficie de l’assurance souscrite par l’établissement ou le service pour tous les risques qui peuvent survenir pendant les interventions de ses professionnels.

**Article 8** : Modification conjoncturelle de l’accompagnement

L’établissement scolaire comme l’établissement ou le service s’informeront réciproquement de toute modification conjoncturelle dans l’organisation retenue pour la mise en œuvre du PPS (indisponibilité d’un intervenant, absence de l’élève…). Les parents ou le représentant légal seront également informés.

**Article 9** : protection des données personnelles et secret professionnel

Les informations échangées par les personnels de l’établissement scolaire, l’établissement et le service, ainsi que les professionnels respectent les règles relatives à la protection des données et au secret professionnel. L’intérêt des élèves dicte le contenu des informations échangées par les agents du service public.

**Article 10** : Durée de la convention

## La présente convention prend effet au pour une durée de 3 ans. Elle pourra être dénoncée par l’une des parties contractantes par lettre recommandée avec accusé de réception aux autres parties, en tout état de cause, la date d’effet de la dénonciation devra permettre d’achever le parcours de formation entrepris par les élèves au titre de l’année scolaire en cours.

La présente convention pourra être reconduite par voie d’avenant pour une durée que ce dernier précisera.

Fait, à le

|  |  |
| --- | --- |
| M. le directeur académique des services départementaux de l'éducation nationale de la Haute-Garonne, par délégation du recteur d’académie | (Cachet et signature) |
| Le représentant de l’organisme gestionnaire du service ou de l’établissement médico- social | (Cachet et signature) |
| Vu et pris connaissance, Le directeur de l’école d’accueil,Nom – Prénom : | (Cachet et signature) |

Une copie de la présente convention sera adressée :

* à l'enseignant référent de scolarité en charge du suivi du PPS de l'élève
* au directeur d'école
* à l’IEN de la circonscription et à l’IEN ASH

**ANNEXES pour l’année scolaire /**

# Annexe 1 : Liste des élèves concernés par la présente convention :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nom** | **Prénom** | **Date de naissance** | **Etablissement scolaire de référence** | **Date de la décision CDAPH** | **Quotité de présence d’un AVS** |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

**Pour chaque élève bénéficiant de la convention de coopération pour l’année scolaire présente :**

# Annexe 2 : Emploi du temps de l’élève

**(***Avec autres accompagnements éventuels et transports***).**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Matin** | **Après-midi** | **Transports** | **Autres accompagnements éventuels (nb d’heures, qualité, locaux…)** |
| **Lundi** |  |  |  |  |
| **Mardi** |  |  |  |  |
| **Mercredi** |  |  |  |  |
| **Jeudi** |  |  |  |  |
| **Vendredi** |  |  |  |  |

# Annexe 3 : Liste des personnels de l’EMS pour son accompagnement

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nom** | **Prénom** | **Qualité** | **Horaires de l’intervention** | **Locaux de d’intervention** | **Moyens matériels****nécessaires** |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

* **Annexe 4: Enseignant-référent de scolarité chargé du suivi de la mise en œuvre du PPS :**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom** | **Prénom** | **Secteur** |
|  |  |  |